

LE MAGAZINE DE LA CGT
DU 6 AU 19 AVRIL 2012

invo

La Nouvelle Vie Ouvrière

DOSSIER SPÉCIAL LE BILAN DU QUINQUENNAT



M 06363 - 3463 - F: 3,00 €



la
cgt



PRÉSIDENTIELLE ET JUSTICE SOCIALE

Indépendante, mais pas neutre. La CGT appelle à changer de politique, pour la justice sociale, une autre répartition des richesses et la démocratie. Tour d'horizon.

PAR ISABELLE AVRAN

En 2007, alors candidat à la présidentielle, Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur puis ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, puis de nouveau de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire, président de l'UMP, n'hésitait pourtant pas à promettre la rupture. Il serait le président d'une République irréprochable, du pouvoir d'achat, du quasi-plein-emploi, du « travailler plus pour gagner plus », de la réduction de la pauvreté... Cinq ans plus tard, le bilan de « l'hyper-président » qui a entamé son mandat « bling-bling » au Fouquet's et sur le yacht de son ami Bolloré demeure celui du président des riches. Après le bouclier fiscal, il a fait payer aux salariés et retraités la facture de la crise et commencé le démantèlement du socle social issu du Conseil national de la Résistance en répondant au plus près aux vœux du Medef, faisant de la réforme injuste et inefficace des retraites sa réforme phare dans le plus grand mépris de la démocratie. Les scandales, outre une crise momentanée de népotisme en direction de l'EPAD, ont émaillé ces cinq années. Avec un président désireux d'une justice aux ordres – et qui a réduit le nombre de tribunaux, notamment de prud'hommes. Au-delà, la stratégie de la division et de la peur est passée

par la mise en place d'un ministère de l'Identité nationale et de l'Immigration, par la stigmatisation des victimes du système qualifiées d'assistés, et celle d'immigrés et de Roms rendus pratiquement responsables de l'insécurité. Au prix d'une dangereuse banalisation des thèses du FN. Quant aux présidences de l'UE et du G20, elles n'ont guère reflété les discours sur la « moralisation du capitalisme » et davantage contribué à l'austérité imposée aux peuples. Tandis que la politique étrangère et de défense de la France, au-delà des frasques tunisiennes d'Alliot-Marie, a surtout rompu avec des principes gaulliens et quelque peu négligé le droit international...

C'est pourquoi, alors que « les salariés, retraités et privés d'emploi, comme l'ensemble des citoyens, femmes et hommes, sont appelés à participer à l'élection présidentielle les 22 avril et 6 mai prochains [...] rendez-vous important pour l'expression démocratique », la CGT a décidé de s'adresser à eux, de dresser un bilan de ces cinq années, d'appeler à « changer de politique et conquérir la justice sociale ». Et elle a décidé de diffuser dans les entreprises un quatre-pages tiré à un million d'exemplaires.

Indépendante de tout parti politique, n'appelant en particulier à voter pour aucun candidat, la CGT ne saurait pour autant rester neutre face aux choix économiques et sociaux du gouvernement, « surtout au regard de la gravité de la situation ». Car c'est de la vie des salariés et de leurs familles qu'il s'agit.

Pour une répartition des richesses plus efficace

« Après des décennies de creusement des inégalités, la répartition des richesses doit désormais privilégier les revenus des salariés, des retraités, les minima sociaux et la protection sociale. Elle doit être réorientée vers l'efficacité économique et sociale », souligne la confédération dans une déclaration adoptée à l'unanimité par la commission exécutive confédérale. Et

de rappeler que « la première des insécurités est bien sociale. Elle est aussi la conséquence de choix politiques ». Et qu'au vu de son bilan et de ses projets, la réélection de Nicolas Sarkozy « ouvrirait, à coup sûr, une nouvelle séquence de lourds reculs sociaux ».

Dans le même esprit, la CGT et la FSU qui se sont retrouvées à Montreuil, le 27 mars, soulignent dans un commu-

LA PREMIÈRE DES INSÉCURITÉS EST BIEN SOCIALE

niq   commun: « Face aux politiques de régression sociale, aux attaques à l'encontre des salariés, aux choix de faire payer la crise à celles et ceux qui n'en sont en rien responsables, la CGT et la FSU entendent, par leurs propositions et initiatives, peser sur les orientations qui seront prises et contribuer à la construction d'alternatives » et se disent « déterminées à faire entendre les exigences et revendications des salariés en toute indépendance ».

De son côté, considérant qu'« autonomie ne signifie pas désintérêt ou effacement, tout au contraire », la CFDT s'est adressée aux candidats. Dans un entretien aux   chos, François Chérèque affirme que « Nicolas Sarkozy a lancé sa campagne en souhaitant s'adresser directement au peuple, par-delà les corps intermédiaires. [...] J'ai constaté, dit-il, une vraie rupture avec les organisations syndicales au moment de la réforme des retraites. C'est potentiellement inquiétant pour l'organisation de notre démocratie ces prochaines années ».

Un bilan à l'encontre des exigences de progrès social

  conomie, social, emploi, pouvoir d'achat: telles sont les premières préoccupations des citoyens, loin devant les questions d'insécurité ou celles de l'immigration selon le baromètre mensuel Viavoix-BPCE pour Les   chos et France Info. Et le bilan de Nicolas Sarkozy est calamiteux. Pauvreté, précarité, inégalités explosent. Le pays se d  sindustrialise. Le chômage est au plus haut. Protection sociale et droits des salariés sont d  tricot  s. Les promesses de respect de l'environnement ont été

remis  es... La crise responsable? Comme le montrent les «   conomistes atterrés »⁽¹⁾, si le Medef et Nicolas Sarkozy assurent que l'état a trop dépensé et qu'il faut réduire les dépenses, le niveau des dépenses publiques en Europe a en réalité diminué par rapport au PIB sur les deux dernières décennies et la dette résulte d'une diminution des recettes publiques et non d'une augmentation des dépenses.

En cause, la fiscalité, le bouclier fiscal, les all  gements de cotisations et d'impôts sur les heures supplémentaires, la suppression de la taxe professionnelle... Des choix politiques assumés, qui bénéficient à la finance et non    l'  conomie.

Luttes et exigences

Ces dernières années, les mobilisations de salariés, celles de travailleurs sans papiers, ont permis de peser malgré des limites. Il s'agit de poursuivre, en contribuant aussi « au développement des luttes solidaires en Europe ». Porter des propositions et des exigences, imposer une autre politique, pour l'emploi, le pouvoir d'achat, la protection sociale, une nouvelle répartition des richesses, les solidarités... engagent le mouvement syndical. Pour la CGT, « l'élection présidentielle doit créer un nouveau contexte plus favorable aux revendications et au progrès social ». Et « affirmer sa citoyenn  t, c'est aller voter, c'est aussi se syndiquer [...] prendre sa place dans le syndicat qui agit au quotidien pour le progrès et la justice sociale ».

(1) <http://atterres.org>

FN = danger

Crise sociale, crise économique, « crise du politique »: comme le rappelait Bernard Thibault lors du colloque sur « le Front national démasqué par l'histoire », organisé le 19 janvier à Montreuil par l'IHS, le FN focalise « son programme sur de fausses explications de la crise, en agressant les syndicats qui défendent les revendications des salariés et des retraités [...], le FN exon  re les vrais responsables et éloigne celles et ceux qu'il séduit des solutions réelles [...] ». L'histoire nous montre aussi qu'au-delà de ces traits hideux de l'extrême droite, sa force d'attraction tient surtout à sa capacité à s'emparer des problèmes sociaux pour les instrumentaliser et les mettre au service de sa stratégie [...]. L'extrême droite française [...] constitue une mouvance politique délétère pour le monde du travail ».

« En aucun cas, le projet de l'extrême droite ne peut ouvrir une perspective de sortie de la crise », réaffirme la CGT qui « renouvelle son opposition aux idées véhiculées par le Front national et banalisées par d'autres, qui cherche à exploiter les peurs et les désarrois sociaux pour s'enfermer dans une société en repli identitaire, liberticide, discriminatoire et raciste ».

« Pour l'extrême droite, les crises ont toujours été une aubaine, comme le montre l'audience actuelle du Front national. Son expression faussement réconfortante, mais réellement réactionnaire [...] cache mal un programme extrêmement violent qui fait des étrangers, des personnes d'origine étrangère ou encore de tous les gens qui combattent leurs idées (syndicalistes, militants associatifs, bénévoles...) les boucs émissaires mais aussi les responsables de tous les maux de notre société », affirme aussi la CFDT.

Dans leur communiqué, CGT et FSU le soulignent: « les thèses de l'extrême droite (sont) porteuses de démagogie, de discrimination et de racisme. Ces thèses sont incompatibles avec les valeurs du syndicalisme que nous portons et dangereuses pour les salariés et les citoyens ». Bernard Thibault le rappelait aussi: « Si nous n'avons nulle intention de stigmatiser des salariés séduits par le discours du FN, nous avons la ferme volonté de discuter avec eux de la vraie nature de ce parti et de ses objectifs, et de les convaincre de la nocivité de ses projets. »

La CGT réaffirme ses dix exigences pour sortir de la crise

- Revaloriser les salaires, les pensions et les minima sociaux (Smic à 1700 euros)
- Contrôler les aides publiques aux entreprises
- Contraindre les entreprises à des alternatives aux licenciements
- Supprimer les exonérations fiscales et sociales sur les heures supplémentaires
- Stopper les suppressions d'emplois
- Développer les politiques publiques et les moyens des services publics
- Réformer la fiscalité en profondeur
- Créer un pôle financier public et établir un mécanisme de crédits à taux réduits pour l'investissement productif
- Taxer les mouvements spéculatifs de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux
- Mettre en place un fonds européen de solidarité sociale et de développement économique

Taux de chômage



La pauvreté remonte

Évolution du nombre de pauvres en millions



Fonctionnaires : La saignée

Variations annuelles des effectifs de l'État en équivalent plein temps



2007-2012 : BILAN D'UN CAS

Le moment des bilans est venu. Pas seulement comptable mais social, économique, humain. Bien que le principal concerné ne semble guère pressé de le défendre, il nous a paru indispensable de dresser l'inventaire d'un quinquennat qui, après avoir suscité quelques illusions, s'achève par un rejet massif dans l'opinion. Et pour cause.

PAR ISABELLE AVRAN, RÉGIS FRUTIER, CHRYSTEL JAUBERT



1. Chômage

Nous connaissons aujourd'hui les plus mauvais chiffres du chômage depuis douze ans. Entre 2007 et 2012, le taux de chômage est passé de 8 à 9,4 % et de 19,5 à 22,9 % pour les moins de 25 ans. Il touche 4,9 millions de personnes, un record dans l'histoire du chômage. « Avec ce nouveau chiffre, on s'achemine inexorablement vers les 10 % de demandeurs d'emploi », souligne la CGT.

En effet, il n'y a aucun ralentissement du nombre de demandeurs d'emploi. En février, le chômage a continué à augmenter (plus 0,2 % soit 6 200 inscrits de plus en catégorie A et plus 0,5 % avec les catégories B et C). La CGT en appelle à « une autre politique, qui recrée de l'emploi, notamment par une véritable politique industrielle et des effectifs renforcés pour les services publics ».

Envolée des hauts revenus

Revenus annuels avant impôts, par personne, en euros



Le 0,1 % les plus riches

Le 0,01 % les plus riches

NB : Les données présentées ici sont des limites de tranches, non des valeurs moyennes.

La pauvreté en Europe

Taux de pauvreté en Europe en 2008 en %



Source : Eurostat

NVO Yann Le Bec'hé Infographie 2012

SE SOCIAL ET ÉCONOMIQUE

2. Industrie

« C'est avant tout un bilan de désindustrialisation avec la perte de quelque 315 000 emplois industriels depuis cinq ans, et surtout nombre de promesses non tenues, la plus emblématique étant celle faite chez ArcelorMittal à Gandrange. Nicolas Sarkozy s'était engagé personnellement et l'aciérie a fermé », souligne Bernard Devert, membre du collectif confédéral CGT industrie. Il dresse un constat similaire avec les états généraux de l'industrie. Lors de la clôture de ses travaux, il y a deux ans, Nicolas Sarkozy promettait une augmentation de 25 % de la production industrielle française d'ici 2015. En réalité, la financiarisation de l'industrie s'est poursuivie et la situation s'est aggravée. On a multiplié les aides publiques dans tous les domaines, financé les pôles de compétitivité, mais cela n'a fait que favoriser les grands groupes et leur politique d'internationalisation. On a donc continué à affaiblir le tissu industriel en termes d'emplois et de capacités, de perte de savoir-faire, de compétences, d'expérience.

NICOLAS SARKOZY AVAIT PROMIS DE RÉDUIRE D'UN TIERS LA PAUVRETÉ

« Aujourd'hui 60 % des embauches sont en CDD ou en intérim. Or l'industrie ne s'accommode pas du travail à court terme. Il faut des équipes dans la production et les études et l'ingénierie, qui aient une permanence du maintien des compétences. On ne peut avoir une stratégie industrielle avec de la précarité et des bas salaires », poursuit Bernard Devert. « Quant au système bancaire, qui a été sauvé par la mobilisation de milliards de fonds publics, il ne joue plus son rôle de financeur du développement de l'industrie. On en arrive même à l'inverse : c'est l'industrie qui finance les marchés financiers ! Cette politique s'est révélée incapable de financer des filières porteuses d'avenir tels que le photovoltaïque ou les éoliennes. M. Sarkozy n'a pas développé une politique industrielle, mais seulement une stratégie pour le développement des grands groupes. »

3. RGPP

Avec la révision générale des politiques publiques (RGPP) et le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite, quelque 150 000 postes ont été supprimés en cinq ans. Une vision comptable au détriment des popu-

lations et de leurs besoins, cassant les services publics. Notamment dans l'éducation, la culture, la santé...

4. Pauvreté

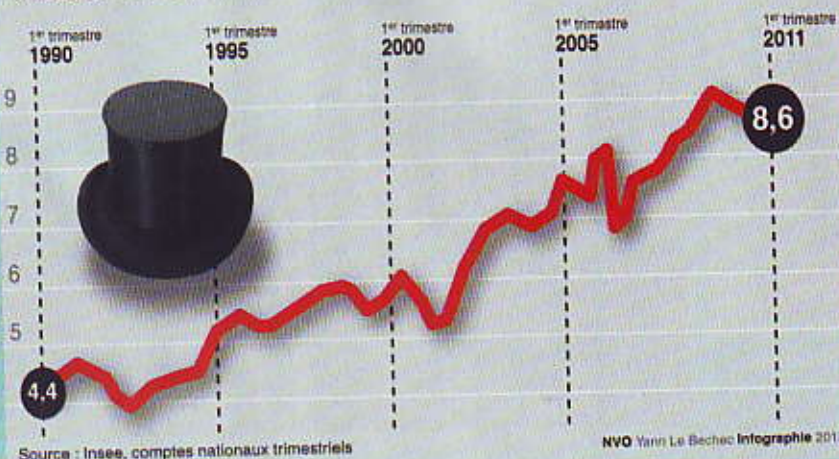
Entre 2002 et 2009, le nombre de personnes sous le seuil de pauvreté à 50 % du revenu médian est passé de 3,7 à 4,5 millions et sous le seuil de pauvreté, à 60 % du revenu médian, de 7,5 à 8,2 millions. Selon un rapport de fin mars de l'observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale, la pauvreté en France augmente encore, ce depuis les années 2000. Le taux de pauvreté s'élevait à 13,5 % de la population en 2009 (dernier chiffre disponible). Soit son niveau de 2000. Il était de 12,6 % en 2004. Le rapport confirme les constats des restos du cœur ou du Secours populaire : la pauvreté s'étend, et l'on compte de plus en plus de travailleurs pauvres. Nicolas Sarkozy avait promis de réduire d'un tiers la pauvreté pendant son quinquennat.

5. Inégalités : envolée des hauts revenus

La crise profite à certains. Face à l'explosion de la pauvreté, on assiste aussi à l'explosion des plus hauts revenus. À noter : les profits des grands groupes de

Évolution des dividendes

Part des dividendes versés net dans la valeur ajoutée des sociétés non financières, en %



73% de nos concitoyens considèrent que le problème du logement est insuffisamment traité

10 millions de personnes souffrent de la crise du logement



l'indice CAC 40 ont légèrement diminué en 2011. Ils avaient presque doublé en 2010. En 2011, ils ont engrangé 73,8 milliards d'euros de profits. Et continué à verser de solides dividendes aux actionnaires.

6. Pouvoir d'achat

Le président du pouvoir d'achat n'aura pas accordé l'ombre d'un coup de pouce au Smic. Il a gelé le point d'indice des fonctionnaires.

7. Logement

La Fondation Abbé-Pierre le rappelle : « En France, aujourd'hui, 3,6 millions de personnes, seules, fragilisées, perdues sont victimes de mal-logement [...] 10 millions de personnes souffrent, de près ou de loin, de la crise du logement [...] une majorité de familles est tenue au quotidien de faire des sacrifices sur l'essentiel (santé, alimentation, éducation des enfants) [...] pour accéder ou se maintenir dans un logement. Cette situation est absurde, elle est inadmissible [...] 73 % de nos concitoyens estiment que le logement est le problème le plus insuffisamment traité alors qu'ils le considèrent comme le plus urgent, avec l'emploi. »

8. Protection sociale

Près de 30 % des citoyens français ont renoncé en 2011 à se faire soigner. Mais pour le Medef comme pour le gouvernement il s'agit de faire de la crise un alibi pour une nouvelle offensive s'attaquant aux règles de financement de la protection sociale.

9. Dette

Les réformes comme celle des retraites ont notamment été menées au nom des exigences des marchés et pour maintenir le triple A. Que le pays a perdu, alors que la dette s'envole à plus de 85 % du PIB. Bien moins du fait de la crise que des cadeaux fiscaux aux plus riches.

10. Le sauveur de l'euro

Il a relancé l'Europe, renforcé le couple franco-allemand et sauvé l'euro ! S'agissant de la politique européenne menée cinq années durant, Nicolas Sarkozy n'hésite pas à donner dans l'autosatisfaction, mais sur le fond, qu'y a-t-il à en retenir vraiment ?

Premier semestre 2008. Le Parlement ratifie le traité de Lisbonne, alors que les Français ont dit non au référendum sur le traité constitutionnel. Du deuxième semestre, d'aucuns ont certainement déjà oublié qu'il a coïncidé avec la présidence française de l'UE et la gestion d'une crise sans précédent. Élabore en quelques jours avec Gordon Brown, le plan de sauvetage des banques a coordonné un soutien de 1 700 milliards d'euros pour sauver le système financier européen. Au prix de l'austérité pour les peuples. Dans le même temps, un plan de relance commun de 200 milliards d'euros, financé à 85 % par les États, est lancé qui, jugé trop timide par le FMI, n'aura guère évité que le pire. Mais de relance économique coordonnée, point !

On se souviendra peut-être de la médiation française dans la crise géorgienne. On se souviendra surtout du mépris du président français pour les institutions européennes, traduit par l'avènement du G2 franco-allemand, de leur proposition de Pacte de compétitivité devenu le Pacte euro plus, renforcé d'une règle d'or, puis, tout récemment, par un nouveau Traité européen. Le couple Sarkozy a impulsé une nouvelle gouvernance européenne qui formalise l'austérité comme seule voie possible. Le social n'est plus, la solidarité non plus. Le « plan de sauvetage » de la Grèce en 2010, dont Nicolas Sarkozy s'est réjoui, n'est en effet pas le reflet d'une Europe solidaire. Le modèle social européen ayant permis d'amortir les effets de la crise est démantelé, point par point.

Aujourd'hui en campagne, le candidat Sarkozy se targue d'avoir, avec Angela Merkel, doté l'Europe « d'un gouvernement économique qui a surmonté la crise grecque », permis de sortir de la crise de l'euro et d'être « en phase de reprise économique ». Mais attention, il réclame une gouvernance politique de l'espace Schengen pour protéger les frontières d'une immigration massive, sous peine d'en faire sortir la France, et la création d'un « Buy European Act » pour protéger les entreprises produisant en Europe. Un coup pour l'Europe, un coup contre, de quel côté le cœur notre libéral de président balance-t-il ?



Bernard Roudoux

Le couple Merkozy impulse une politique européenne qui formalise l'austérité. Au cœur: Pacte euro plus et règle d'or.



Illegastudio